



# AGCS PLUS

RÉSEAU DE *COALITION PLUS*

UN RÉSEAU ATTRACTIF

**Analyse avec Dr Cheikh Traoré:** Impact et stratégies face au gel des financements américains pour les associations LGBTQI en Afrique.



## Qui est le Dr Cheikh Traoré?

Le Dr Cheikh Traoré est un binational du Nigeria et de la Mauritanie.

Il est basé à Lagos où il travaille comme expert en santé communautaire.

Il se consacre depuis vingt ans à l'épanouissement des communautés par le soutien aux leaders, le renforcement des systèmes communautaires et le plaidoyer pour briser les barrières d'accès aux services de santé.

Il a une longue expérience de travail pour les gouvernements, le système des Nations Unies et de nombreuses ONGs.

Il a cofondé plusieurs réseaux et participé à plusieurs initiatives visant à améliorer les droits et le bien-être des minorités sexuelles et de genre dans plus de nombreux pays en Afrique et au-delà.

Il est l'auteur d'un protocole de AGCS PLUS sur la gestion et de prévention des crises politiques.

Il est titulaire d'un doctorat en médecine de l'Université Nationale de Côte d'Ivoire et d'une maîtrise en santé publique et nutrition de la London School of Hygiene and Tropical Medicine.

## Quel est l'impact à court et long terme du gel des financements américains sur les associations LGBTQI en Afrique?

- La décision du Président Américain de geler tous les financements américains pour l'aide humanitaire et l'aide au développement a eu lieu dès le premier jour de son arrivée au pouvoir. L'impact de cette décision a créé un choc réel ressenti par tous les acteurs impliqués dans la lutte contre le VIH/SIDA, la protection des minorités sexuelles et de genre et d'autres groupes vulnérables. Des milliers de personnes recevant des fonds américains à travers le monde ont dû arrêter de travailler. Cela implique l'arrêt de l'offre de services de prévention, de traitement et de soutien pour des dizaines de milliers de personnes \*aidsfibds.

- Il est à noter que la décision ne concerne pas uniquement le gel des financements PEPFAR ET USAID pour 90 jours. Des décrets présidentiels soulignent également l'interdiction des approches basées sur la diversité, l'inclusion et l'équité ainsi que l'interdiction de soutien aux organisations qui offrent des services d'interruption de grossesse sécurisée. Toutes ces décisions signifient qu'il est désormais tabou d'évoquer les besoins des populations clés au niveau de PEPFAR.

- L'impact immédiat de ces décisions se fait déjà ressentir de manière aiguë dans nos pays pour les organisations dirigées par les populations clés, et les associations LGBTQI en particulier. Des personnes qui prennent la PrEP ou autres produits s'inquiètent déjà de la poursuite de leurs traitements.

## Quelles stratégies ces associations peuvent-elles adopter pour maintenir leurs services malgré la crise politique et financière?

A court terme et pendant les 90 jours du gel de l'aide américaine, il faut gerber la crise et répondre à l'urgence.

- **NE PAS PANIQUER**
- **PLANIFIER** : En mettant en pratique un plan de gestion de crise. A cet égard le protocole AGCS Plus sur la prévention et la gestion des crises politiques et sanitaires offrent plusieurs astuces et mesures simples à prendre pour les dirigeants associatifs et les activistes.
- **DOCUMENTER** : Il est important pour votre organisation de faire le suivi hebdomadaire des services PEPFAR qui sont interrompus et de ceux qui ont pu réouvrir leurs portes suites aux dérogations. Documentez les localités, les populations les plus touchées, les types

d'activités qui sont interrompus, ainsi que les cas de stigmatisation. Du fait de la fermeture temporaire de USAID il est important de répertorier les services qui étaient soutenus par cette organisme.

- **S'INFORMER** : Les activistes à travers le Monde et de nombreuses organisations de la société civile s'activent et font un suivi au jour le jour de l'évolution de cette crise. En particulier, beaucoup s'activent pour activer les dérogations nécessaires a la poursuite de certains services, tels que la dispensation des traitements pour la tuberculose, le VIH ou le paludisme. Il est important de se connecter aux organisations représenter les PVVIH au niveau mondial et sous régional.
- **OFFRIR DES SERVICES** : Au besoin certaines organisations peuvent être utiles pour accéder à des fonds d'urgence. Au niveau national, votre premier point d'information pour des fonds éventuelles est le CCM.

Au niveau régional ou international renseignez-vous par exemple auprès de GNP+ (contact), La Platte forme sous-régionale francophone du RAME (contact). A défaut de soutien financier pour offrir des services minimums, veuillez instaurer un système de référence en ouvrant une ligne d'écoute et d'information.

A moyen et long terme :

Un changement de cap du plus grand bailleur de la sante Mondiale, oblige à des solutions radicales. Cet état de fait va certainement occuper les décideurs de nos états au niveau bilatéral et multilatéral pendant les mois et années à venir. Cela dit, il est important que les activistes et leaders communautaires œuvrant pour les MGS commencent des réflexions de fond.

La crise actuelle doit nous obliger à examiner la durabilité des programmes en prenant compte des acquis réels de la riposte de VIH parmi les population-clé. Ces acquis sont non négligeables et nécessaires pour la suite :

- Dans la plupart de nos pays, des leaders associatifs émanant des population-clés ont été capacités pour gérer des fonds et des programmes de sante
- Les leaders associatifs œuvrant pour les MSG ont pu forger des réseaux panafricains avec des mécanismes de partage d'expériences.
- La résilience de nos communautés a été prouvée lors de la crise sanitaire COVID-19.  
Cependant des faiblesses à surmonter et quelques constats s'imposent à nos leaders communautaires :
- Il y'a urgence a démarré des réflexions de fond sur le futur des financements pour la sante, le VIH et les population-clés en particulier.
- Des changements de paradigme importants sont en cours avec notamment un retour des mouvements anti-droits humains, une érosion de la solidarité internationale pour la sante.

Il est impératif d'avoir une lecture politique de la situation actuelle

- Pour les associations de minorités de genre et de sexe, ces constats de forte dépendance nous imposent une nouvelle mentalité (mindset) et une remise en question des modèles associatifs actuels. De nouvelles pistes sont à explorer pour évoluer vers : des systèmes de financement plus pérennes, mieux ancrés dans l'économie et la philanthropie africaine :

- Le renouveau des discours panafricanistes et souverainistes, sont une opportunité pour les MGS. Un travail reste à faire pour fructifier les réflexions du Manifeste de Babi 2023 pour que les préoccupations des MGS s'inscrivent dans les mouvements citoyens qui évoluent à travers l'Afrique.

- Les modèles d'offre de service sont basés presque exclusivement sur le système étatique et les ONGs à but non lucratif. Nous n'avons pas suffisamment exploré les modèles hybrides avec le secteur privé (type coopératives ou entreprises sociales) qui pourtant font

font leurs preuves ailleurs.

- Nous avons trop peu pris en compte les technologies de l'information, et notamment le potentiel qu'elles offrent pour la communication pour un changement social.

## **Comment les associations communautaires peuvent-elles diversifier leur financement pour réduire leur dépendance aux fonds étrangers?**

- La survenue de la crise actuelle a mis à nu le problème de la dépendance de nos associations par rapport aux soutiens financiers extérieurs à l'Afrique. Cette situation a toujours constitué un couteau à double tranchant ; une vulnérabilité financière et les accusations d'être des agents à la solde de l'Occident.

- Il n'est pas exclu que si toutefois la situation actuelle des financements s'améliore au bout des 90 jours, rien ne sera plus comme avant ; notamment pour le travail avec les population-clés .

## **Quelle obligation les Etats africains ont-ils en santé pour soutenir les minorités de genre et de sexe?**

De manière unanime, nos états se sont engagés à soutenir les financements pour la sante. Ces engagements sont explicites dans la Déclaration d'Abuja, Le Protocole de Maputo, Agenda 2063 et plusieurs autres déclarations régionales et sous-régionales.

Au niveau international nos états africains ont approuvé la Déclaration Politique de 2021/2 sur le VIH, et se sont engagés à soutenir les aspects de la riposte avec les population-clés et les approches basées sur les droits humains.

Cependant, on observe que lors de l'Examen Périodique Universel au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies plusieurs de nos pays rejettent ou s'abstiennent de soutenir la simple mention d'une protection les minorités de genre et de sexe dans les dispositifs de respect des droits humains.

Dans certains de nos pays, les états ont pris des engagements explicites dans les lois et politiques nationales pour la protection des droits des citoyens appartenant aux minorités de genre et de sexe.